



COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Réunion intergouvernementale de haut niveau sur l'examen à mi-parcours de la
Décennie Asie-Pacifique pour les handicapés (2003-2012)

19-21 septembre 2007
Bangkok

**EXAMEN DES PROGRÈS ACCOMPLIS ET DES PROBLÈMES RENCONTRÉS DANS
LA MISE EN ŒUVRE DU CADRE D'ACTION DE BIWAKO POUR UNE SOCIÉTÉ
INTÉGRÉE, SANS OBSTACLES ET FONDÉE SUR LE RESPECT DES DROITS
AU BÉNÉFICE DES HANDICAPÉS DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE (2003-2012)**

(Point 4 de l'ordre du jour provisoire)

EXAMEN DE LA MISE EN ŒUVRE DU CADRE D'ACTION DE BIWAKO

Note du secrétariat

RÉSUMÉ

Le Cadre d'action de Biwako pour une société intégrée, sans obstacles et fondée sur le respect des droits au bénéfice des handicapés de l'Asie et du Pacifique, a été adopté à la Réunion intergouvernementale de haut niveau marquant la clôture de la Décennie Asie-Pacifique pour les handicapés (1993-2002), en tant que document d'orientation de la politique régionale pour la nouvelle Décennie (2003-2012), laquelle a été proclamée par la Commission dans sa résolution 58/4 du 22 mai 2002. Le secrétariat a élaboré le présent document pour aider les membres et membres associés de la Commission à procéder à l'examen à mi-parcours.

Les données nationales montrent que des progrès significatifs ont été accomplis en ce qui concerne la volonté institutionnelle de mettre en œuvre le Cadre d'action, l'élaboration des politiques, et l'action menée pour faire mieux comprendre l'importance de la collecte des données relatives au handicap. Le concept de promotion et de protection des droits des personnes handicapées occupe en particulier une place de plus en plus importante dans les législations et les programmes.

Durant les cinq dernières années de la Décennie, les pays de la région devront relever de nombreux défis, dont celui de veiller à ce que des ressources suffisantes soient mobilisées pour la mise en œuvre et le suivi des lois et des programmes pertinents. Le Cadre d'action de Biwako, tout comme la Convention relative aux droits des personnes handicapées adoptée récemment, devra être promu dans la sous-région Asie du Nord et Asie centrale. Le Cadre d'action de Biwako est conforme au modèle actuellement utilisé au niveau mondial pour traiter du handicap: une approche fondée sur le respect des droits et sur un développement intégrant les handicapés. Promouvoir la mise en œuvre du Cadre d'action de manière rigoureuse permettra de créer une société pleinement intégrée, sans obstacles et fondée sur le respect des droits.

* Nouveau tirage pour raisons techniques.

** La présentation de ce document a été différée de manière à inclure les informations les plus récentes émanant des gouvernements de la région et concernant la mise en œuvre du Cadre d'action de Biwako.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
INTRODUCTION	1
I. FACTEURS MONDIAUX ET RÉGIONAUX AFFECTANT LA MISE EN ŒUVRE DU CADRE D'ACTION DE BIWAKO.....	2
A. La Convention relative aux droits des personnes handicapées et le protocole facultatif s'y rapportant	2
B. Le développement intégrant les personnes handicapées	3
C. Les catastrophes naturelles	4
II. EXAMEN DE LA MISE EN ŒUVRE DU CADRE D'ACTION DE BIWAKO	5
A. Importance accordée par les pays aux problèmes des personnes handicapées.....	5
B. La législation et les plans	7
C. Les faits nouveaux intervenus dans le Pacifique	9
D. La collecte de données sur le handicap.....	10
E. Progrès accomplis dans les domaines prioritaires du Cadre d'action de Biwako et difficultés rencontrées.....	11
III. CONCLUSION	20

INTRODUCTION

1. Depuis plus de 20 ans, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) est à la pointe des efforts que déploie la région pour promouvoir une société intégrée, sans obstacles et fondée sur le respect des droits au bénéfice des handicapés. En 1986, un sous-programme portant sur le handicap a été créé au sein de la Division du développement social afin de promouvoir la pleine participation et l'égalité des personnes handicapées, ce qui constitue un concept clé de la Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées (1983-1992)¹. Soucieuse de traduire ce concept dans les faits au niveau régional, la Commission a adopté la résolution 48/3 du 23 avril 1992, lançant par là la Décennie Asie-Pacifique pour les handicapés (1993-2002).

2. Bien que de nets progrès aient été accomplis durant la Décennie, on s'est heurté à d'énormes difficultés. Afin de donner à la région une nouvelle impulsion, la Commission a adopté la résolution 58/4 du 22 mai 2002, relative à la promotion d'une société intégrée, sans obstacles et fondée sur le respect des droits au bénéfice des handicapés de la région de l'Asie et du Pacifique au XXI^e siècle, proclamant par là la prolongation de la Décennie Asie-Pacifique pour les handicapés pour 10 ans supplémentaires (2003-2012). La deuxième Décennie a été marquée principalement par le passage du modèle caritatif à une approche fondée sur le respect des droits de l'homme des handicapés, avec pour principal mot d'ordre «une société intégrée, sans obstacles et fondée sur le respect des droits». Le Cadre d'action de Biwako pour une société intégrée, sans obstacles et fondée sur le respect des droits au bénéfice des handicapés de l'Asie et du Pacifique², a servi à orienter les politiques et les pratiques régionales. Il comporte 7 domaines prioritaires et 21 objectifs assortis de délais, des mesures spécifiques recommandées ainsi que des stratégies globales.

3. Conformément à la résolution 59/3 de la Commission, en date du 4 septembre 2003, sur l'application au niveau régional du Cadre d'action de Biwako pour une société intégrée, sans obstacles et fondée sur le respect des droits au bénéfice des handicapés de l'Asie et du Pacifique durant la Décennie pour les handicapés (2003-2012), le secrétariat de la CESAP a dispensé aux gouvernements de la région, avec le soutien des Gouvernements chinois et japonais, des conseils techniques visant à promouvoir et à mettre au point des instruments permettant de suivre la mise en œuvre du Cadre d'action. Dans sa résolution 61/8, en date du 18 mai 2005, sur l'examen à mi-parcours de l'application du Cadre d'action de Biwako pour une société intégrée, sans obstacles et fondée sur le respect des droits au bénéfice des handicapés de l'Asie et du Pacifique, la Commission a réaffirmé la nécessité de procéder à un examen à mi-parcours, comme prévu dans le Cadre d'action, et prié le Secrétaire exécutif d'organiser en 2007 une réunion intergouvernementale de haut niveau d'une durée de 3 jours consacrée à un tel examen.

¹ Voir la résolution 37/53 de l'Assemblée générale, en date du 3 décembre 1982.

² E/ESCAP/APDDP/4/Rev.1 (voir aussi la résolution 59/3 de la Commission, en date du 4 septembre 2003).

4. Dans ce contexte, le secrétariat de la CESAP a effectué en 2004, puis à nouveau en 2006, une enquête régionale auprès des gouvernements et des organisations non gouvernementales (ONG)³. Les deux enquêtes ont permis de rassembler des informations concernant la détermination des gouvernements à mettre en œuvre le Cadre d'action de Biwako, l'élaboration de politiques du handicap ambitieuses, et la collecte de données sur le handicap. À la date du mois de juillet 2007, 36 gouvernements avaient communiqué des informations de ce type⁴.

5. Bien que le présent document vise essentiellement à faire la synthèse des résultats obtenus dans la mise en œuvre du Cadre d'action de Biwako durant les cinq premières années de la Décennie Asie-Pacifique pour les handicapés, le secrétariat y relève également les facteurs qui compliqueront la mise en œuvre nationale durant les cinq années qui restent. Le document accorde une attention particulière à l'action menée par les gouvernements des différents pays, et en particulier à leur volonté institutionnelle, à l'élaboration des politiques et à la collecte de données.

I. FACTEURS MONDIAUX ET RÉGIONAUX AFFECTANT LA MISE EN ŒUVRE DU CADRE D'ACTION DE BIWAKO

A. La Convention relative aux droits des personnes handicapées et le protocole facultatif s'y rapportant

6. Dans sa résolution 61/106 du 13 décembre 2006, l'Assemblée générale a adopté la Convention relative aux droits des personnes handicapées et le protocole facultatif s'y rapportant. Cela a été l'aboutissement de cinq années de négociation et de rédaction. La Convention a été ouverte à la signature le 30 mars 2007, et entrera en vigueur lorsque 20 gouvernements l'auront ratifiée.

7. La Convention comporte 50 articles et applique au handicap certains concepts consacrés dans les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels existants; elle fait obligation aux États parties de créer des conditions favorables à l'exercice de ces droits. En tant que premier traité des droits de l'homme portant spécifiquement sur le handicap, la Convention étaye juridiquement le passage du modèle caritatif à une approche fondée sur les droits des personnes handicapées, cette transition constituant la base conceptuelle du Cadre d'action de Biwako. Les préparatifs en cours au niveau national pour ratifier et mettre en œuvre la Convention sont propices à l'élaboration de politiques fondées sur le respect des droits.

8. La Convention est également le premier traité des droits de l'homme à souligner qu'une coopération internationale au développement s'impose si l'on veut réaliser les droits qu'elle énonce. Elle demande que tous les programmes de développement soient ouverts et accessibles aux personnes

³ Neuf ONG ont répondu à l'enquête de 2006, et plus de 10 ONG ont présenté une synthèse de leur contribution à la mise en œuvre du Cadre d'action de Biwako. Ces réponses ont été incorporées dans le présent document.

⁴ Les pays et régions qui ont répondu à l'enquête sont les suivants: Chine, Hong Kong (Chine), Japon, Mongolie, République de Corée (pour l'Asie de l'Est et du Nord-Est); Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande, Timor-Leste, Viet Nam (pour l'Asie du Sud-Est); Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka, Turquie (pour l'Asie du Sud et du Sud-Ouest); Arménie, Azerbaïdjan, Kazakhstan (pour l'Asie du Nord et l'Asie centrale); Australie, Îles Cook, Fidji, Kiribati, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu (pour le Pacifique).

handicapées, et rejoint en cela le principe fondamental du Cadre d'action de Biwako, à savoir que le handicap doit être traité comme une question de développement (principe du développement intégrant les personnes handicapées).

9. La CESAP a été pour beaucoup dans le succès du processus de rédaction. En 2003, le Projet de Bangkok (« Propositions d'éléments d'une convention internationale globale et intégrée pour la protection et la promotion des droits des personnes handicapées »)⁵ a été soumis au Comité spécial chargé d'élaborer une convention internationale globale et intégrée pour la protection et la promotion des droits et de la dignité des personnes handicapées. Il a ensuite servi de base à l'avant-projet de convention élaboré à l'échelon mondial. Le Projet de Bangkok était l'aboutissement des efforts concertés des gouvernements, des organisations de personnes handicapées et d'autres intervenants régionaux. L'engagement de la CESAP et de toutes ces parties prenantes a largement contribué à mieux faire comprendre l'approche fondée sur le respect des droits, et renforcé la détermination à continuer de mettre en œuvre le Cadre d'action de Biwako.

B. Le développement intégrant les personnes handicapées

10. Le concept de développement intégrant les personnes handicapées est de plus en plus reconnu. Depuis l'adoption des objectifs du Millénaire pour le développement, en 2000, un nombre croissant de banques bilatérales et multilatérales de développement et d'organismes internationaux de développement, de niveaux mondial et régional, ont veillé à intégrer les problèmes des handicapés à leurs stratégies et à leurs projets.

11. Consciente que les objectifs du Millénaire pour le développement relatifs à la réduction de la pauvreté et à l'éducation primaire ne se réaliseraient pas si les problèmes des handicapés n'étaient pas dûment pris en considération⁶, la Banque mondiale a créé en 2002 en son sein une équipe de coordination pour les questions de handicap, chargée d'effectuer des recherches et de promouvoir le développement intégrant les handicapés. La Banque interaméricaine de développement a fait de même.

12. Des politiques du développement intégrant les handicapés ont été élaborées par la Commission européenne, le Département du développement international (DFID) du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Agence canadienne de développement international (ACDI), l'Office allemand de coopération technique (GTZ), l'Agence norvégienne pour la coopération au développement (NORAD), l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI) et le Département finlandais de la coopération internationale au développement (FINNIDA). Les activités de ces diverses instances s'étendent à la région de la CESAP.

13. Au sein de la région, l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) a par exemple élaboré en 2003 des lignes directrices relatives au handicap (« *Guidelines on Disability* »), et désigné,

⁵ Le texte du Projet de Bangkok est disponible à l'adresse suivante: www.worldenable.net/bangkok2003a/bangkokdraftrev.htm.

⁶ James D. Wolfensohn, « *Poor, disabled and shut out* », *Washington Post*, 3 décembre 2002 (consulté le 30 juillet 2007 à l'adresse suivante: www.globalpolicy.org/soecon/develop/2002/1203disabled.htm).

l'année suivante, un coordinateur chargé de promouvoir le développement intégrant les handicapés. En 2006, la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC) a publié un document intitulé «*Making development projects inclusive/accessible for persons with disabilities in ODA loan operations*». ⁷ (Ouvrir et rendre accessible aux personnes handicapées les projets de développement financés par des prêts au titre de l'aide publique au développement). Étant donné que la plupart des projets que finance la JBIC portent sur l'infrastructure, les activités qu'elle entreprend pour améliorer l'accessibilité (par exemple aux transports et aux bâtiments publics) peuvent aller dans le sens d'un développement régional intégrant les personnes handicapées.

C. Les catastrophes naturelles

14. Ces cinq dernières années, la région a été frappée par une série de catastrophes naturelles d'une ampleur sans précédent qui ont infligé aux communautés un préjudice économique et social considérable, mettant ainsi sérieusement en péril la mise en œuvre du Cadre d'action de Biwako.

15. En 2004, la moitié des 10 catastrophes naturelles les plus graves enregistrées dans le monde se sont produites dans la région de l'Asie et du Pacifique, et y ont causé des dégâts s'élevant à 55 milliards de dollars (soit 70 % du total mondial de 80 milliards de dollars). Les pays en développement et les pays les moins avancés ont en général été les plus affectés, enregistrant les dégâts les plus lourds⁸. Parmi les catastrophes naturelles les plus dévastatrices, le tsunami de l'océan Indien, qui s'est produit le 26 décembre 2004, a fait près de 300 000 morts et causé aux infrastructures des dégâts équivalant à environ 4 milliards de dollars, tandis que le tremblement de terre qui a eu lieu au Pakistan en 2005 a tué plus de 70 000 personnes⁹.

16. Ces catastrophes naturelles ont eu pour effet de rendre les personnes handicapées plus nombreuses et plus vulnérables, ce qui a exacerbé la pauvreté. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a estimé que le nombre de personnes handicapées augmenterait de 20 % après le tsunami de 2004, et qu'entre un tiers et la moitié de toutes les personnes affectées s'en trouveraient mentalement perturbées. Dans les refuges et les camps provisoires, les toilettes improvisées étaient souvent inaccessibles aux blessés, aux personnes âgées et aux personnes handicapées. Les sourds ont été privés d'importantes informations car elles ne leur étaient pas adaptées. Une étude que la CESAP a effectuée en 2005 à Sri Lanka auprès des communautés affectées par le tsunami a montré qu'après ce dernier, les personnes handicapées accédaient aux services de santé dans une bien moindre mesure que les autres victimes¹⁰.

⁷ Voir www.jbic.go.jp/japanese/oec/environ/pdf/pwd.pdf.

⁸ Des informations plus détaillées à ce sujet sont disponibles à l'adresse suivante: www.geoinfo.ait.ac.th/presentation/Nah_ACRS2005_present.pdf.

⁹ CESAP, *Enhancing Regional Cooperation in Infrastructure Development including that Related to Disaster Management* (Publication des Nations Unies, numéro de vente: E.06.II.F.13).

¹⁰ ESCAP, *Moving Forward Post-Tsunami: Voices of the Vulnerable* (Publication des Nations Unies, numéro de vente: E.06.II.F.19).

17. Néanmoins, la nécessité d'aider les communautés sinistrées à se relever a donné l'occasion de travailler ensemble aux gouvernements, aux organismes de développement et aux personnes handicapées, ce qui a permis d'améliorer l'accessibilité.

II. EXAMEN DE LA MISE EN ŒUVRE DU CADRE D'ACTION DE BIWAKO

18. L'examen de la mise en œuvre du Cadre d'action de Biwako commence par une analyse des stratégies existantes, consistant en particulier à évaluer l'importance qu'attachent les pays aux problèmes des personnes handicapées, l'état de la législation et des plans relatifs au handicap, l'évolution de la situation dans le Pacifique et la collecte de données sur le handicap. Vient ensuite l'examen des progrès accomplis dans les sept domaines prioritaires du Cadre d'action de Biwako¹¹.

A. Importance accordée par les pays aux problèmes des personnes handicapées

19. Afin d'évaluer l'importance que les pays accordent aux problèmes des personnes handicapées, on a utilisé les indicateurs indirects suivants: a) la traduction du Cadre d'action de Biwako dans la langue locale; b) la signature, par le gouvernement, de la Proclamation sur la pleine participation et l'égalité des personnes handicapées dans la région de l'Asie et du Pacifique¹²; c) l'existence d'une année nationale et/ou d'une décennie nationale des personnes handicapées; et d) l'existence, au sein du gouvernement, d'un mécanisme national chargé de la coordination en matière de handicap.

20. Les informations fournies révèlent que les pays de la région, quel que soit leur niveau de développement économique, se sont sérieusement attachés à promouvoir le Cadre d'action de Biwako par divers moyens. Si les mécanismes institutionnels peuvent prendre diverses formes, il existe toutefois une pratique commune consistant à faire appel aux représentants de divers ministères et aux personnes handicapées elles-mêmes. Ceci constitue un net progrès par rapport à l'année 2002.

1. Traduction du Cadre d'action de Biwako

21. Ces cinq dernières années, 14 gouvernements ont fait traduire le Cadre d'action de Biwako dans la langue locale (Bangladesh, Cambodge, Indonésie, Japon, Mongolie, Myanmar, Népal, République de Corée, République démocratique populaire lao, Thaïlande, Turquie, Vanuatu, Viet Nam et Hong Kong (Chine)).

¹¹ Ces sept domaines prioritaires sont les suivants: 1) Organisations d'entraide des handicapés et associations de familles et de parents de handicapés; 2) Femmes handicapées; 3) Dépistage précoce, intervention précoce et éducation; 4) Formation et emploi, y compris le travail indépendant; 5) Accès aux environnements bâtis et aux transports publics; 6) Accès à l'information et aux communications, y compris les technologies de l'information et de la communication et les technologies d'aide aux handicapés; 7) Dépaupérisation par le renforcement des capacités, la sécurité sociale et les programmes visant à promouvoir des moyens d'existence durables. Les stratégies globales sont les suivantes: plan d'action national pour les handicapés; promotion d'une approche fondée sur le respect des droits des handicapés; statistiques relatives aux handicapés/définition commune des handicapés aux fins de la planification; approches communautaires pour la prévention des causes du handicap, pour la réadaptation et l'autonomisation des handicapés; collaboration sous-régionale, régionale et interrégionale.

¹² E/ESCAP/902, annexe I.

2. Proclamation sur la pleine participation et l'égalité des personnes handicapées dans la région de l'Asie et du Pacifique, et année nationale et/ou décennie nationale des personnes handicapées

22. À ce jour, 46 gouvernements ont signé la Proclamation sur la pleine participation et l'égalité des personnes handicapées dans la région de l'Asie et du Pacifique¹³. Le Timor-Leste l'a fait en 2004. Au total, 11 gouvernements (Australie, Bhoutan, Fidji, Malaisie, Mongolie, Népal, Pakistan, République de Corée, République démocratique populaire lao, Thaïlande, Turquie) ont proclamé une année nationale des personnes handicapées; 8 gouvernements (Australie, Mongolie, Népal, Pakistan, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, Thaïlande) ont créé un cadre permettant de proclamer une décennie nationale des personnes handicapées; 11 gouvernements (Bhoutan, Indonésie, Malaisie, Mongolie, Pakistan, Philippines, République de Corée, Sri Lanka, Thaïlande, Vanuatu, Viet Nam) ont pris un décret national sur la mise en œuvre du Cadre d'action de Biwako. Tout récemment, Sri Lanka a proclamé 2007 Année de l'accessibilité.

3. Les mécanismes nationaux de coordination

23. L'examen à mi-parcours révèle que des mécanismes institutionnels de types divers ont été mis au point dans la région en matière de handicap, et que ces mécanismes font souvent appel à un grand nombre de ministères ainsi qu'aux personnes handicapées elles-mêmes. Au moins 27 gouvernements ont mis au point un mécanisme national pour la coordination des questions de handicap (Australie, Arménie, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Fidji, Inde, Indonésie, Japon, Kazakhstan, Malaisie, Mongolie, Népal, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République de Corée, République démocratique populaire lao, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Turquie, Vanuatu, Viet Nam, Hong Kong (Chine)). L'Arménie et le Vanuatu l'ont fait en 2006.

24. Au total, 20 gouvernements ont fait savoir que leur mécanisme national de coordination comprenait des représentants de plusieurs ministères et d'organisations de personnes handicapées. Au Japon, en République de Corée et en Turquie, ce mécanisme a été placé sous la responsabilité du cabinet du Premier Ministre. Dans les autres pays, il relève des ministères chargés de la protection sociale, du développement social et du développement communautaire.

25. Au Viet Nam, le Comité national de coordination en matière de handicap, créé en 2001 sous la responsabilité du Ministère du travail, des personnes handicapées et des affaires sociales, a joué un grand rôle dans la mise en œuvre du Cadre d'action de Biwako. Comprenant des représentants de 17 ministères, et de 5 organisations de personnes handicapées ou organisations s'occupant de ces personnes, il a joué un rôle moteur dans l'élaboration d'un plan d'action en matière de handicap, plaidé pour l'affectation de ressources suffisantes, lancé une vaste campagne nationale sur le thème du Cadre d'action de Biwako, et coopéré avec les donateurs internationaux pour concevoir des projets ayant trait au handicap. Ces diverses activités ont eu comme résultats la création d'organisations d'entraide des

¹³ La liste des signataires est disponible à l'adresse suivante: www.unescap.org/esid/psis/disability/decadenew.sign.html.

personnes handicapées, la mise en service dans le pays des premiers bus accessible aux personnes handicapées, une prise de conscience accrue et, tout récemment, l'adoption d'un plan d'action national coïncidant avec les principes et domaines prioritaires du Cadre d'action de Biwako.

26. La Nouvelle-Zélande a procédé différemment. Un office des personnes handicapées, créé en 2002, est dirigé par le Ministre des personnes handicapées, et environ 9 fonctionnaires gouvernementaux y collaborent. Il est chargé de contrôler la mise en œuvre de la stratégie nationale pour les personnes handicapées, et de formuler, à l'intention des autres institutions, des recommandations sur les questions de handicap. Le Conseil consultatif des personnes handicapées, composé de 13 représentants d'organisations de personnes handicapées, lui apporte un soutien pour tout ce qui a trait à la mise en œuvre de la stratégie.

27. L'Afghanistan illustre encore une autre façon de faire. Le Ministre du travail, des affaires sociales, des martyrs et des personnes handicapées, est chargé de la coordination pour les questions touchant au travail et à la protection sociale; il veille en particulier à dispenser certains services aux personnes handicapées et aux familles des martyrs.

28. Bien que la création d'un mécanisme institutionnel semble être la norme régionale, certains gouvernements n'ont toujours ni les ressources financière et humaines, ni les capacités techniques permettant de concevoir et de mettre en œuvre une politique du handicap. Qu'on ait mobilisé les représentants de divers ministères ainsi que les personnes handicapées est un signe de progrès, mais le degré de mobilisation n'a pas été mesuré précisément. La portée générale du pouvoir décisionnel confié aux mécanismes de coordination doit également être examinée plus en profondeur.

B. La législation et les plans

29. Afin d'évaluer le niveau de développement de la législation et des plans relatifs au handicap, les quatre critères suivants ont été pris en considération: a) la mention du handicap dans la Constitution; b) l'existence d'une loi générale sur le handicap; c) l'existence d'une loi contre la discrimination des personnes handicapées; et d) l'existence d'un plan d'action national global en matière de handicap. L'existence de lois ou de normes spécifiques (par exemple des normes d'accessibilité) a été abordée dans la section consacrée aux sept domaines prioritaires.

30. Des progrès continus ont été accomplis dans le développement de la législation, qu'il s'agisse d'une constitution, de lois ou de plans d'action détaillés. Le concept de promotion et de protection des droits des personnes handicapées, ainsi que les termes s'y rapportant, occupent désormais une place plus importante dans les lois et les plans, cela grâce au Cadre d'action de Biwako et au processus d'élaboration de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Certains plans comportent des informations précises quant aux résultats escomptés, au budget à allouer et aux organismes responsables, ce qui témoigne de l'engagement politique et financier du gouvernement concerné. La région a vu se développer la planification au niveau des administrations locales, et des progrès significatifs ont été enregistrés dans la sous-région Pacifique.

1. Les constitutions

31. Dans au moins 20 pays membres de la Commission (Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Cambodge, Chine, Fidji, Kazakhstan, Mongolie, Népal, Pakistan, Philippines, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République de Corée, République démocratique populaire lao, Sri Lanka, Thaïlande, Timor-Leste, Turquie, Viet Nam), la Constitution comporte plus d'un article mentionnant le handicap. En 2005, l'Arménie a adopté une constitution répondant à ce critère, et le Bhoutan en a rédigé une. Les articles peuvent être classés en deux grandes catégories, selon qu'ils consacrent: a) l'obligation qu'a l'État de mettre en place des programmes de protection sociale, de prévention et de réadaptation; ou b) l'obligation d'assurer une protection égale inscrite dans la loi, et la défense des droits des personnes handicapées.

32. La Constitution afghane stipule que les services destinés aux personnes handicapées doivent être financés par le biais d'ONG nationales et internationales, et que le Président doit désigner deux sénateurs handicapés pour une durée de cinq ans. La Constitution du Timor-Leste, adoptée en 2002, stipule qu'il ne peut y avoir de discrimination au motif de l'état de santé physique ou mentale.

2. Les lois générales sur le handicap

33. Dans la région de la CESAP, il existe une loi générale sur le handicap dans au moins 14 pays (Arménie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Chine, Inde, Indonésie, Japon, Kazakhstan, Mongolie, Népal, Philippines, République de Corée, Sri Lanka, Thaïlande). Dans neuf pays, une telle loi englobe les sept domaines prioritaires du Cadre d'action de Biwako. La Chine a achevé un projet d'amendement à sa loi, et l'accent y est mis sur les mesures visant à réaliser tous les types de droits, allant de la participation politique à la vie culturelle. En 2006, Sri Lanka a achevé la rédaction d'une loi générale s'inspirant de l'approche fondée sur le respect des droits.

3. Les lois contre la discrimination des personnes handicapées

34. Sept gouvernements (Australie, Azerbaïdjan, Inde, Kazakhstan, République de Corée, Turquie, Hong Kong (Chine)) ont signalé qu'ils possédaient une loi interdisant la discrimination des personnes handicapées. La loi néo-zélandaise de 1993 sur les droits de l'homme, qui interdit la discrimination en général, englobe celle des handicapés. En 2006, la Préfecture de Chiba (Japon) a adopté la première ordonnance du pays interdisant la discrimination des personnes handicapées.

35. En avril 2007, la République de Corée a adopté une loi sur la discrimination des personnes handicapées, qui est conforme aux principes et aux concepts sous-jacents de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Elle porte sur l'emploi, l'éducation et les services publics, y compris l'accès aux bâtiments et aux transports publics.

4. Les plans d'action nationaux en matière de handicap

36. Au moins 21 gouvernements (Arménie, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Fidji, Îles Salomon, Indonésie, Japon, Mongolie, Népal, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, République de

Corée, République démocratique populaire lao, Sri Lanka, Thaïlande, Viet Nam, Hong Kong (Chine), Îles Cook) possèdent un plan d'action national en matière de handicap. Parmi eux, 11 ont mis au point ce plan au cours des cinq dernières années.

37. Fin 2006, le Viet Nam a adopté un plan d'action national pour le soutien aux personnes handicapées (2006-2010). Ce plan comporte des mesures à prendre pour atteindre les objectifs relevant des sept domaines prioritaires du Cadre d'action de Biwako, prévoit l'affectation de ressources financières et désigne des organismes responsables.

38. Le Japon a adopté un programme fondamental pour les personnes handicapées (2003-2012), puis un plan quinquennal pour la mise en œuvre des mesures prioritaires (2003-2007), s'inspirant pour cela des sept domaines prioritaires et mettant l'accent sur les programmes destinés aux handicapés psychosociaux. En 2004, la loi fondamentale relative aux personnes handicapées a été amendée pour donner aux administrations des préfectures locales et des municipalités un nouveau mandat devant leur permettre d'élaborer des plans d'action. À ce jour, 1 791 administrations locales (soit 98,8 % du total) ont élaboré de tels plans.

C. Les faits nouveaux intervenus dans le Pacifique

39. Dans la sous-région Pacifique, des progrès remarquables ont été accomplis au cours de la première moitié de la Décennie. En 2002, le Premier Ministre du Vanuatu a pour la première fois soulevé la question du handicap lors de la réunion annuelle des dirigeants du Forum des îles du Pacifique, un forum intergouvernemental sous-régional. L'année suivante, les dirigeants du Forum ont souscrit au Cadre d'action de Biwako¹⁴, et ils ont créé en 2006 un poste de coordinateur pour les questions de handicap, lequel est notamment chargé de contribuer à l'élaboration et au suivi des mesures prises aux niveaux sous-régional et national. Le Forum est à présent en train de rédiger une stratégie sous-régionale. En 2003, un réseau de femmes handicapées a été créé.

40. Les progrès accomplis au niveau national sont tout aussi remarquables, grâce à l'engagement des responsables de haut niveau, à l'appui technique accordé par le Centre des activités opérationnelles de la CESAP dans le Pacifique (CAOCEP), et à la collaboration avec des ONG comme le Forum des personnes handicapées du Pacifique. Les Îles Cook ont créé en 2001 un conseil national, et adopté en 2003 une politique et un plan d'action nationaux s'inspirant des domaines prioritaires du Cadre d'action de Biwako. En 2004, le Vanuatu a rédigé une politique nationale. L'année suivante, la Papouasie-Nouvelle-Guinée a adopté un plan quinquennal et rédigé une déclaration de politique nationale, tandis que les Îles Salomon ont adopté une politique du handicap globale. Les Fidji et les États fédérés de Micronésie ont rédigé en 2006 une politique nationale, qui devrait en principe être adoptée en 2007. Début 2007, un conseil national du handicap a été créé aux Tonga. Kiribati a commencé à élaborer une déclaration de politique et un plan d'action nationaux, et est en train de mettre au point un mécanisme national de coordination.

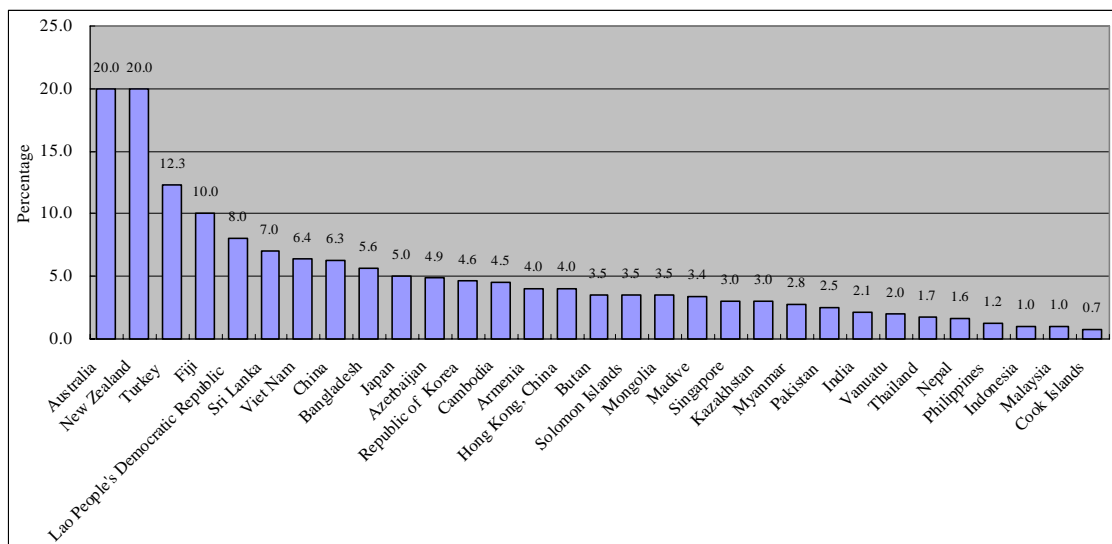
¹⁴ Voir A/58/304/annexe, par. 50-51.

D. La collecte de données sur le handicap

41. Le manque de données valables et comparables concernant les personnes handicapées et leur situation socioéconomique est considéré comme un obstacle majeur, car la sensibilisation, l'évaluation des besoins, l'élaboration des politiques et le suivi et l'évaluation sont autant d'activités qui doivent pouvoir s'appuyer sur des informations fiables. Il apparaît ainsi que les données disponibles restent en général largement en deçà de la situation réelle, faute de méthodes appropriées et de capacités institutionnelles, financières et humaines permettant de les recueillir. Le recours à une définition étroite du handicap, définition qui repose sur la notion de déficience et/ou limite les types de déficience, constitue un problème supplémentaire.

42. Les informations disponibles sont maintenant plus fournies qu'à la fin de la Décennie précédente, ce qui montre que les gouvernements ont apporté certaines améliorations à la collecte des données, et certaines observations intéressantes peuvent dès lors être faites quant à la situation socioéconomique des personnes handicapées. Des données sont disponibles sur la part des personnes handicapées dans la population (31 gouvernements) (figure 1), la situation en matière d'éducation (12 gouvernements), l'emploi (11 gouvernements), l'usage de l'Internet (2 gouvernements) et la pauvreté (4 gouvernements).

Graphique 1. Part des personnes handicapées dans la population pour quelques membres et membres associés de la CESAP



43. Le graphique 1 montre la part des personnes handicapées dans la population de 31 membres et membres associés de la CESAP. Cela va de 0,7 % dans les Îles Cook, pour le chiffre le plus bas, à 20 % en Australie, pour le chiffre le plus haut, avec une proportion inférieure à 5 % dans la plupart des cas. Cette disparité s'explique par les différentes définitions retenues du handicap, ainsi que par des capacités de collecte de données inégales et des variations dans les méthodes employées aux fins de la collecte.

44. Depuis cinq ans, la Division de statistique, en collaboration avec l'OMS, organise des activités de formation à l'intention des bureaux nationaux de statistique de la région afin de mieux faire connaître la Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé (CIH)¹⁵ et ses possibilités d'application au niveau national. La Division a procédé à des essais pilotes d'un questionnaire standard et analysé les résultats, qui ont permis de prendre en compte une perspective régionale Asie-Pacifique lors de la révision des *Principes et recommandations concernant les recensements de la population et de l'habitat* des Nations Unies. Elle a aussi coordonné la préparation d'un manuel de formation sur la statistique du handicap, qui a servi de principale référence lors d'un atelier régional de formation sur la statistique du handicap mené par l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique. Après cela, plusieurs pays, dont les Fiji et les Philippines, ont entrepris d'inclure la question du handicap dans leur cycle de recensement à venir, tandis que d'autres, dont l'Afghanistan, la Chine et la Thaïlande, ont conduit des enquêtes sur le handicap ou s'apprêtent à le faire.

45. D'autres pays se sont déjà dotés de mécanismes visant à recueillir régulièrement des données complètes sur les questions liées au handicap. Ainsi, depuis 1994, le Japon publie chaque année un rapport sur les mesures prises par les pouvoirs publics en faveur des personnes handicapées (*Annual Report on Government Measures for Persons with Disabilities*), conformément à la loi organique sur les personnes handicapées. On y trouve le nombre total de personnes handicapées, assorti d'une ventilation selon le type de handicap, l'âge et le lieu de résidence, ainsi que le nombre d'enfants handicapés scolarisés et une indication du type d'établissement qu'ils fréquentent.

46. Malgré une plus grande connaissance des données relatives au handicap et une capacité de collecte renforcée, la plupart des pays de la région n'ont pas encore intégré la question du handicap dans leurs recensements, dans leurs enquêtes en matière d'emploi, d'éducation et de santé ou dans leur cartographie de la pauvreté.

E. Progrès accomplis dans les domaines prioritaires du Cadre d'action de Biwako et difficultés rencontrées

47. On trouvera ci-après le bilan de l'action menée pour chacun des 21 objectifs afférents aux sept domaines prioritaires du Cadre d'action de Biwako. Ce bilan est fondé sur les 25 réponses reçues à l'enquête de 2006 et sur d'autres informations recueillies lors de réunions organisées par la CESAP ou dans des rapports publiés par des ONG et d'autres parties prenantes¹⁶.

¹⁵ Voir www.who.int/classifications/icf/site/icftemplate.cfm pour la version française de la Classification.

¹⁶ La deuxième enquête menée par la CESAP en 2006 comprenait des questions approfondies sur l'application des 21 objectifs. Les 25 gouvernements suivants y ont répondu: Arménie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Cambodge, Chine, Fidji, Îles Salomon, Indonésie, Kiribati, Malaisie, Myanmar, Népal, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, Sri Lanka, Thaïlande, Tonga, Vanuatu, Viet Nam et Îles Cook et Hong Kong (Chine).

1. Organisations d'entraide des personnes handicapées et associations de familles et de parents de personnes handicapées

Objectif 1. D'ici à 2004, les gouvernements, les organismes internationaux de financement et les organisations non gouvernementales (ONG) doivent établir des politiques, assorties des ressources nécessaires, pour soutenir le développement et la formation d'organisations d'entraide des personnes handicapées dans tous les domaines, spécialement parmi les habitants des taudis et des régions rurales. Les pouvoirs publics doivent prendre des mesures pour assurer la constitution d'associations de parents à l'échelon local d'ici à 2005 et pour les fédérer à l'échelon national d'ici à 2010.

48. Au moins 13 gouvernements de la région (Bangladesh, Chine, Îles Salomon, Népal, Pakistan, République de Corée, Sri Lanka, Thaïlande, Tonga, Vanuatu, Viet Nam et Hong Kong (Chine) et Îles Cook ont mis en place une politique d'appui au développement des organisations d'entraide. Parmi eux, 10 (Bangladesh, Chine, République de Corée, Népal, Pakistan, Sri Lanka, Thaïlande, Viet Nam et Hong Kong (Chine)) et Îles Cook ont inclus dans cette politique un soutien financier. Dix gouvernements (Chine, Indonésie, Kiribati, Malaisie, Népal, Pakistan, République de Corée, Sri Lanka, Viet Nam et Hong Kong (Chine)) ont indiqué avoir pris des mesures pour encourager la création d'associations de parents. Aux Fidji et en Thaïlande, des organisations d'entraide de personnes ayant un handicap psychosocial existent depuis deux ans.

49. En Thaïlande, le centre de vie autonome de Nonthaburi a été ouvert en 2004 avec l'appui de ce qui s'appelait à l'époque l'Office pour la réadaptation des personnes handicapées, le Département des affaires sociales et la JICA. Ultérieurement, les autorités du sous-district de Bangrak Pattana et l'administration publique locale ont mis en place une politique visant à promouvoir et à autonomiser les femmes, les enfants, les jeunes et les personnes âgées handicapés. C'est dans ce cadre que le sous-district apporte au centre un soutien financier axé sur la formation des personnes handicapées, avec lesquelles il œuvre à collecter des données sur les personnes handicapées membres de la communauté locale.

Objectif 2. D'ici à 2005, les gouvernements et les organisations de la société civile doivent intégrer pleinement les organisations de personnes handicapées dans leurs processus de décision, notamment la planification et l'exécution des programmes qui affectent directement et indirectement l'existence des personnes handicapées.

50. Au cours des cinq dernières années, la participation des personnes handicapées aux processus de prise de décision a été de plus en plus reconnue comme indispensable à l'élaboration de politiques adéquates, ainsi qu'à la fourniture et à l'évaluation des services nécessaires. Leur participation à la rédaction de la Convention relative aux droits des personnes handicapées en est une parfaite illustration: les délégations de pays membres de la CESAP, dont le Bangladesh, le Japon et la Thaïlande, parties très actives à la négociation, comprenaient des personnes handicapées.

51. À ce jour, au moins 15 gouvernements (Azerbaïdjan, Bangladesh, Chine, Malaisie, Népal, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, République de Corée, Sri Lanka, Thaïlande, Vanuatu, Viet Nam et Hong Kong (Chine) et Îles Cook ont pris des mesures visant à inclure les personnes handicapées dans les processus de prise de décision. Ainsi, en République de Corée, une équipe des services officiels de réadaptation chargée de faire des recherches sur les questions de vie en communauté comprenait une personne handicapée; les travaux de cette équipe ont abouti au premier système d'assistance financière jamais créé dans le pays pour les accompagnateurs des personnes handicapées.

2. Femmes handicapées

Objectif 3. D'ici à 2005, les gouvernements doivent assurer l'adoption de mesures antidiscrimination pour protéger les droits des femmes handicapées.

52. Au moins 10 gouvernements (Azerbaïdjan, Cambodge, Indonésie, Nouvelle-Zélande, Pakistan, République de Corée, Sri Lanka, Thaïlande et Hong Kong (Chine) et Îles Cook ont adopté des mesures antidiscrimination pour protéger les droits des femmes handicapées. La loi néo-zélandaise de 1993 sur les droits de l'homme interdit la discrimination fondée sur le sexe ou le handicap. De même, le titre 3 de la loi sur la discrimination à l'égard des personnes handicapées adoptée en avril 2007 par la République de Corée interdit la discrimination à l'égard des femmes handicapées. En Malaisie, un groupe de travail technique sur les femmes handicapées a été créé sous l'égide du Conseil consultatif national afin qu'il décide de mesures aptes à protéger les droits des femmes handicapées.

Objectif 4. D'ici à 2005, les organisations d'entraide des handicapés doivent adopter comme politique la promotion de la pleine participation et de la représentation égale des femmes handicapées dans leurs activités, notamment dans la gestion, la formation organisationnelle et les programmes de militance.

Objectif 5. D'ici à 2005, les femmes handicapées doivent figurer parmi les membres des grandes associations nationales de femmes.

53. Au cours des cinq dernières années, les gouvernements et les ONG ont organisé plusieurs ateliers et séminaires consacrés à la question des femmes handicapées. Au moins 15 gouvernements (Bangladesh, Cambodge, Indonésie, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République de Corée, République démocratique populaire lao, Sri Lanka, Thaïlande, Tonga, Vanuatu, Viet Nam et Hong Kong (Chine) et Îles Cook ont encouragé la participation et la représentation paritaire des femmes handicapées dans le cadre de la loi ou de la politique sur les associations d'entraide. En outre, 15 gouvernements (Azerbaïdjan, Bangladesh, Cambodge, Chine, Fidji, Népal, Pakistan, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, Thaïlande, Tonga, Viet Nam et Hong Kong (Chine) et Îles Cook ont indiqué que les associations féminines comprenaient des femmes handicapées parmi leurs membres.

54. En Chine, les associations féminines nationales, comme la Fédération des femmes de Chine, recrutent des femmes handicapées. Quand elle adopte des politiques ou des réglementations qui concernent les femmes handicapées, la Fédération consulte les associations concernées de personnes handicapées. En mars 2007, au dixième congrès de l'Union centrale des femmes du Viet Nam, une femme handicapée est entrée au Comité directeur.

55. Malgré l'attention croissante prêtée à la question, beaucoup de femmes handicapées se voient toujours empêchées de manifester leur esprit d'initiative à cause de l'exclusion sociale persistante et du manque de formation et de possibilités.

3. Dépistage précoce, intervention précoce et éducation

Objectif 6. Les enfants et les jeunes handicapés feront partie intégrante de la population visée par l'objectif de développement du millénaire consistant à faire en sorte que, d'ici à 2015, tous les garçons et les filles puissent achever un cycle complet d'études primaires.

Objectif 7. Au moins 75 % des enfants et des jeunes handicapés d'âge scolaire pourront, d'ici à 2010, achever un cycle complet d'études primaires.

56. Les objectifs 6 et 7 s'inspirent du deuxième objectif du Millénaire pour le développement relatif à l'enseignement primaire universel. Au début de la Décennie, moins de 10 % des enfants et des jeunes handicapés avaient accès à quelque forme d'éducation que ce soit. Au total, 18 gouvernements (Arménie, Bangladesh, Cambodge, Chine, Fidji, Malaisie, Myanmar, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République de Corée, République démocratique populaire lao, Sri Lanka, Tonga, Viet Nam et Hong Kong (Chine) et Îles Cook ont indiqué que les enfants et les jeunes handicapés faisaient partie intégrante des mesures prises pour réaliser le deuxième objectif du Millénaire pour le développement. L'Inde a lancé la campagne *Sarva Shiksha Abhiyan* (Éducation pour tous), qui interdit le refus de scolarisation fondé sur le handicap de l'enfant. On dispose de données concernant la situation des enfants handicapés pour 12 pays ou territoires : Arménie, Australie, Bangladesh, Chine, Mongolie, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, République de Corée, Sri Lanka, Viet Nam et Hong Kong (Chine).

57. Bien qu'elles souffrent d'un problème d'absence de définition et de clarté méthodologique, les données disponibles semblent corroborer l'analyse qui précède, à savoir que le degré d'accès à l'éducation est nettement inférieur pour les enfants et les jeunes handicapés que pour les non handicapés. Ainsi, en Arménie, 14 % des enfants en général terminent l'enseignement primaire, mais ce chiffre tombe à 1 % pour les enfants handicapés. En République de Corée, ces taux sont de 99 et 75 % respectivement.

58. Alors que, de façon générale, le bilan relatif à la réalisation du deuxième objectif du Millénaire est positif – la plupart des pays de la région enregistrant un taux de scolarisation primaire de plus de 80 %¹⁷ –, il ressort de l'essentiel des données disponibles que ce taux est inférieur pour les enfants et les jeunes handicapés.

¹⁷ Voir www.mdgasiapacific.org.

Objectif 8. D'ici à 2012, tous les nouveau-nés et les jeunes enfants (de la naissance à la quatrième année) auront accès à des services d'intervention précoce à base communautaire, qui assurent la survie, et recevront de tels services, assortis d'un soutien et d'une formation à l'intention des familles.

Objectif 9. Les pouvoirs publics doivent assurer le dépistage des handicaps de l'enfance très tôt dans la vie des individus.

59. Au moins 13 gouvernements (Arménie, Bangladesh, Cambodge, Fidji, Malaisie, Nouvelle-Zélande, République de Corée, République démocratique populaire lao, Îles Salomon, Thaïlande, Viet Nam et Hong Kong (Chine) et Îles Cook ont pris des mesures pour fournir des services d'intervention précoce au niveau de la communauté et des programmes de formation. Dix-neuf gouvernements (Arménie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Chine, Fidji, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, Îles Salomon, Sri Lanka, Thaïlande, Viet Nam et Hong Kong (Chine) et Îles Cook fournissent des services de dépistage précoce du handicap chez les enfants en bas âge et les jeunes enfants. Le Bangladesh a ouvert dans 87 hôpitaux publics des services sociaux chargés de faire en sorte que les personnes handicapées aient accès à une équipe de travailleurs sociaux.

4. Formation et emploi, y compris le travail indépendant

Objectif 10. D'ici à 2012, au moins 30 % des signataires (États membres) devront ratifier la Convention concernant la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées (1983).

60. Au début de la Décennie, 43 pays avaient signé la Proclamation concernant la pleine participation et l'égalité des handicapés dans la région de l'Asie et du Pacifique. Se sont ajoutés depuis lors à la liste des signataires, qui sont maintenant au nombre de 46, la Papouasie-Nouvelle-Guinée (2003), la Turquie (2003) et le Timor-Leste (2004). À ce jour, 10 d'entre eux, dont les Fidji en 2004, soit 22 % des signataires, ont ratifié la Convention n° 159 de l'OIT. De plus, l'Azerbaïdjan, la Fédération de Russie et le Tadjikistan ont ratifié la Convention sans avoir signé la Proclamation.

Objectif 11. D'ici à 2012, au moins 30 % de tous les programmes de formation professionnelle dans les pays signataires incluront les personnes handicapées et prévoiront des aides appropriées et des services de placement ou des services d'aide à la création d'entreprises à leur intention.

61. Six gouvernements (Azerbaïdjan, Bangladesh, Chine, Fidji, République de Corée, Thaïlande) ont signalé l'existence de centres de formation professionnelle ouverts aux personnes handicapées. En Azerbaïdjan, la formation au développement de l'esprit d'entreprise est ouverte aux personnes handicapées intéressées. En Chine, le centre de formation au massage pour les personnes aveugles accepte des stagiaires handicapés et non handicapés.

62. En Australie, le Ministère de l'éducation a lancé en 2000 une campagne intitulée "Bridging Pathways" en vue d'intégrer les personnes handicapées dans l'enseignement professionnel général. En 2005, le Gouvernement a promulgué de nouvelles normes en matière de handicap pour renforcer l'intégration des personnes handicapées dans les établissements d'enseignement et de formation, tant publics que privés.

63. En 2005, les Philippines ont promulgué un décret enjoignant à tous les organismes publics de consacrer 10 % de leur budget à l'achat de produits et de services fournis par des personnes handicapées.

Objectif 12. D'ici à 2010, on pourra obtenir dans tous les pays des données fiables permettant de mesurer les taux d'emploi et d'emploi indépendant parmi les personnes handicapées.

64. Le secrétariat a obtenu des données concernant l'emploi des personnes handicapées de 11 gouvernements (Australie, Azerbaïdjan, Chine, Inde, Indonésie, Japon, Mongolie, République de Corée, Sri Lanka, Turquie et Viet Nam). Il ressort des données communiquées une disparité entre le taux d'emploi des personnes handicapées et non handicapées. En Australie, 81 % de la population entre 15 et 64 ans travaille, contre seulement 53 % dans le cas des personnes handicapées. Il ressort d'une enquête menée à Sri Lanka que le taux d'emploi des personnes handicapées est alarmant, en particulier parmi les handicapés mentaux (1 %) et psychosociaux (7 %), plus défavorisés que les handicapés moteurs (26 %)¹⁸.

65. Les définitions utilisées pour produire ces statistiques restent toutefois ambiguës. La notion de catégorie de population ou de type de travail (par exemple atelier protégé, société, emploi indépendant) n'est pas claire. Dix gouvernements (Bangladesh, Cambodge, Chine, Malaisie, Nouvelle-Zélande, République de Corée, République démocratique populaire lao, Sri Lanka, Thaïlande et Viet Nam) ont même signalé qu'il convenait d'améliorer la fiabilité des données, ce qui porte à croire que les statisticiens du travail et les décideurs doivent agir sans attendre.

5. Accès à l'environnement bâti et aux transports publics

Objectif 13. Les gouvernements doivent adopter et appliquer des normes d'accessibilité à la planification des installations, infrastructures et transports publics, y compris dans les contextes ruraux et agricoles.

Objectif 14. Tous les systèmes de transport public nouveaux et modernisés, qu'il s'agisse de transport routier, fluvial, ferroviaire (léger et lourd) ou aérien, doivent être rendus pleinement accessibles aux personnes handicapées et aux personnes âgées; les systèmes de transport public existants (véhicules, arrêts et terminaux) doivent être rendus accessibles aussitôt que possible.

Objectif 15. Toutes les agences internationales et régionales de financement du développement infrastructurel doivent inclure l'accès universel sans restriction parmi leurs critères d'octroi de prêts et de subventions.

¹⁸ Sri Lanka, Ministère de la protection sociale, "Social research study on disability" (2003).

66. Au moins 23 gouvernements (Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Chine, Fidji, Indonésie, Japon, Kazakhstan, Malaisie, Mongolie, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Tonga, Turquie, Viet Nam et Hong Kong (Chine) et Îles Cook ont promulgué des normes d'accessibilité pour l'environnement bâti ou les transports publics, ou les deux.

67. Des progrès importants ont été faits dans les deux dernières années. Ainsi, en 2005, la République de Corée a adopté une loi sur la mobilité et le Ministère thaïlandais de l'intérieur un règlement sur l'accessibilité. En 2006, l'Arménie a adopté une loi visant à garantir l'accès pour les personnes handicapées et les personnes ayant une déficience motrice; la même année, Sri Lanka a adopté une réglementation sur l'accès et le Ministère malaisien des normes a rendu publiques des normes concernant l'accès aux toilettes publiques.

68. À la suite de l'introduction en 2005 de nouvelles réglementations concernant l'accès aux infrastructures et aux transports publics, le Viet Nam a mis à l'essai des autobus équipés de palettes rétractables. De plus, les personnes handicapées ont l'usage gratuit des autobus. Soucieuse de promouvoir un environnement bâti plus accessible, la Chine s'est dotée de 100 villes modèles. Le Pakistan a de même instauré des villes spécialement conçues pour les personnes handicapées dans chaque province. En Inde, la politique nationale en faveur des personnes handicapées, adoptée en 2006, enjoint de rendre l'environnement bâti accessible. Grâce à l'effort conjoint du gouvernement et des ONG, le pays a produit 1 250 wagons de chemins de fer accessibles, qui seront utilisés partout sur le territoire, et le Ministère des transports a commandé 625 autobus à plancher surbaissé¹⁹.

69. On s'intéresse de plus en plus au « tourisme accessible », une notion susceptible de profiter à la fois aux personnes handicapées et au secteur du tourisme. Ainsi, la mairie de Takayama, dans la préfecture de Gifu (Japon), défend l'idée depuis 1996 et a vu le nombre de ses visiteurs augmenter de 50 %²⁰. En 2007, la Thaïlande s'est dotée de directives concernant l'accessibilité des toilettes et des hôtels et la Turquie, désireuse d'attirer davantage de personnes handicapées et de personnes âgées, a publié une carte indiquant les lieux touristiques accessibles.

70. Si les efforts visant à créer un environnement et des transports exempts d'entraves sont louables, il reste aussi à faire en sorte que l'environnement bâti et les transports déjà existants restent accessibles, et que la problématique de l'accessibilité ne soit pas négligée dans les zones rurales et éloignées.

¹⁹ Access Exchange International, *Accessible Transportation Around the World*, juin 2007 (consulté le 30 juillet à l'adresse www.globalride-sf.org/newsletters/0706.html).

²⁰ Voir www.hida.jp pour plus de renseignements.

6. Accès à l'information et aux communications, y compris les technologies de l'information et de la communication et les technologies d'aide aux personnes handicapées

Objectif 16. D'ici à 2005, les personnes handicapées doivent avoir au moins les mêmes possibilités d'accès à l'Internet et services apparentés que les autres citoyens dans n'importe quel pays de la région.

Objectif 17. Les organisations internationales (Union internationale des télécommunications, Organisation internationale de normalisation, Organisation mondiale du commerce, World Wide Web Consortium, Motion Picture Engineering Group, notamment) responsables des normes internationales de TIC doivent, d'ici à 2004, intégrer des normes d'accessibilité aux personnes handicapées à leurs normes internationales applicables aux TIC.

Objectif 18. Les gouvernements doivent adopter, d'ici à 2005, des directives d'accessibilité aux TIC pour les personnes handicapées aux fins de leurs politiques nationales et y inclure concrètement les personnes handicapées en tant que groupe bénéficiaire cible, par des mesures appropriées.

71. Beaucoup de personnes handicapées n'ayant pas accès à l'informatique, la région a encore beaucoup à faire pour réaliser les objectifs 16 à 18. Parmi les sept domaines prioritaires, c'est dans l'élaboration de politiques et la collecte de données relatives aux TIC que les choses laissent le plus à désirer. Seulement deux gouvernements (Nouvelle-Zélande et République de Corée) ont communiqué des données concernant l'accès des personnes handicapées à l'Internet; il en ressort que la situation est différente pour les personnes handicapées et les autres. Ainsi, en République de Corée, le taux d'accès à l'Internet est de 75 % pour les personnes non handicapées et de 46 % pour les personnes handicapées.

72. On constate toutefois une évolution encourageante dans la région. Quatre gouvernements (Nouvelle-Zélande, République de Corée, Viet Nam et Hong Kong (Chine)) ont promulgué des directives relatives à l'accès des personnes handicapées aux TIC. Le Viet Nam s'est doté d'une loi sur les TIC en 2006, dont l'article 74 est consacré à l'aide aux personnes handicapées. À la suite de cette loi, le Gouvernement a lancé nombre d'initiatives, dont la fourniture d'ordinateurs à des personnes handicapées et l'inscription à titre prioritaire de personnes handicapées dans les programmes d'enseignement et de formation liés aux TIC.

73. Plusieurs gouvernements ont appliqué les normes internationales au niveau national. En 2001, l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et la Commission électronique internationale (CEI) ont publié le Guide 71 ISO/CEI, « Principes directeurs pour les normalisateurs afin de répondre aux besoins des personnes âgées et de celles ayant des incapacités ». En 2004, le Japon a adopté la norme Z8071, transposant ce texte dans le contexte national.

Objectif 19. Les gouvernements doivent développer et coordonner un langage gestuel normalisé, le Braille tactile, dans chaque pays et diffuser et enseigner les résultats par tous les moyens comme les publications, les cédéroms, etc.

Objectif 20. Les gouvernements doivent établir dans chaque pays un mécanisme de formation et d'affectation d'interprètes en langage gestuel, de transcripteurs en Braille, d'interprètes en Braille tactile et de lecteurs humains et assurer un emploi à ces spécialistes.

74. Au moins huit pays de la région (Azerbaïdjan, Chine, Malaisie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, Sri Lanka et Thaïlande) disposent d'une langue des signes normalisée. Huit gouvernements (Azerbaïdjan, Bangladesh, Pakistan, République de Corée, Sri Lanka, Thaïlande, Viet Nam et Hong Kong (Chine)) signalent l'existence du Braille tactile et un (Hong Kong (Chine)) d'une langue des signes tactile. Douze gouvernements (Arménie, Bangladesh, Chine, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, Sri Lanka, Thaïlande et Hong Kong (Chine)) indiquent l'existence d'un système de formation ou d'affectation d'interprètes en langue des signes, soit financé par les pouvoirs publics et géré par une ONG, soit administré par une université.

75. En 2006, le secrétariat régional Asie-Pacifique de la Fédération mondiale des sourds a mené une enquête sur l'utilisation de la langue des signes dans la région et a conclu à l'existence d'une pénurie d'interprètes dans beaucoup de pays et territoires de la région. On dénombre 964 interprètes accrédités aux Philippines, 50 en Thaïlande, 40 au Népal, 4 au Cambodge, seulement 2 à Sri Lanka et aucun en Indonésie. On en compte en revanche 18 161 au Japon.

76. Les décideurs et les enseignants restent très peu conscients de l'existence de personnes malentendantes-malvoyantes et de leurs besoins.

7. Dépaupérisation par le renforcement des capacités, la sécurité sociale et les programmes visant à promouvoir des moyens d'existence durables

Objectif 21. Les gouvernements doivent réduire de moitié, entre 1990 et 2015, le nombre de personnes handicapées dont le revenu/la consommation est inférieur(e) à un dollar par jour.

77. Au début de la Décennie, plus de 40 % des personnes handicapées de la région vivaient dans la pauvreté. L'objectif 21 s'inspire en conséquence du premier objectif du Millénaire pour le développement, relatif à la réduction de la pauvreté. Pendant la première moitié de la Décennie, la prise de conscience de la notion de développement intégrant les personnes handicapées a permis d'appeler l'attention des décideurs et des autres parties prenantes sur le lien entre pauvreté et handicap.

78. Les gouvernements de la région se sont montrés actifs. Ainsi, la Chine a pris des mesures pour intégrer les personnes handicapées dans la stratégie mise en place par les pouvoirs publics à différents niveaux pour lutter contre la pauvreté et a créé des fonds de réadaptation et de lutte contre la pauvreté,

tel celui cofinancé par la Banque agricole de Chine en coopération avec les associations de personnes handicapées. La formation de personnes handicapées à l'élevage de moutons et à la culture de la pomme de terre participe de ces mesures et fait actuellement partie intégrante du développement agricole de nombreux villages. Le Gouvernement chinois a indiqué que les mesures ainsi prises avaient permis à 10 millions de personnes handicapées de sortir de la pauvreté.

79. Le Bangladesh a pris plusieurs mesures concrètes: microcrédit libre d'intérêts pour les personnes handicapées, allocation mensuelle pour les personnes gravement handicapées âgées de plus de 30 ans et subventions versées aux étudiants handicapés à tous les niveaux d'enseignement. En 2005, le Bangladesh a aussi intégré la problématique du handicap dans son document stratégique de réduction de la pauvreté.

80. Il ressort des données fournies par quatre gouvernements (Azerbaïdjan, Nouvelle-Zélande, Sri Lanka et Viet Nam) qu'il existe une grande disparité entre les personnes handicapées et les personnes non handicapées, indépendamment de la situation économique du pays concerné. Ainsi, à Sri Lanka, le taux de pauvreté est de 45 % chez les handicapés moteurs contre 25 % pour l'ensemble de la population. Ce taux passe à 88 % chez les handicapés de la parole. En Nouvelle-Zélande, la proportion d'adultes handicapés ayant un revenu annuel moyen de moins de 15 000 dollars des États-Unis est de 49 % contre 35 % pour les personnes non handicapées. Comme indiqué plus haut (voir les paragraphes 41 à 46), le manque de données continue d'être un problème.

III. CONCLUSION

81. Il ressort des données obtenues par le secrétariat que, indépendamment du niveau de développement économique, des progrès importants ont été faits sur le plan de l'engagement institutionnel en faveur de l'application du Cadre d'action de Biwako, de l'élaboration des politiques et de la compréhension de l'importance qu'il y a à collecter des données sur le handicap. On note en particulier que l'idée de promouvoir et de défendre les droits des personnes handicapées s'impose de plus en plus dans les lois et les plans qui sont adoptés. On note notamment des progrès sensibles dans les politiques mises en place dans la sous-région du Pacifique et dans le domaine de l'accessibilité de l'environnement bâti et des transports publics, ainsi que dans la participation des pouvoirs locaux à l'élaboration des politiques concernant les personnes handicapées. De plus en plus, des personnes handicapées participent avec fruit à la prise des décisions qui les concernent. L'élaboration de la Convention relative aux droits des personnes handicapées – un effort planétaire auquel la CESAP a participé – et la tendance encourageante observée en matière de développement intégrant les personnes handicapées constituent des prémisses favorables à l'application générale du Cadre d'action.

82. Pour les cinq années à venir, les pays de la région auront de nombreux problèmes à résoudre, dont le moindre n'est pas d'assurer aux lois et aux plans adoptés des ressources suffisantes à leur exécution et à leur suivi. Il faut agir sans attendre pour réduire la pauvreté et améliorer les perspectives de formation et d'emploi pour les personnes handicapées. Il convient aussi de prendre des mesures pour

faire en sorte que les personnes handicapées aient accès à l'information et puissent en particulier utiliser la langue des signes et les TIC. Il faut encourager la mise en place de systèmes de collecte de données concernant les personnes handicapées et intégrer la problématique du handicap dans les recensements, les enquêtes sur l'emploi, l'éducation et la santé et la cartographie de la pauvreté. Un soutien accru doit être apporté aux femmes handicapées, aux personnes handicapées des zones rurales ou éloignées, aux personnes malentendantes-malvoyantes, aux handicapés mentaux et aux handicapés psychosociaux. Il faut encore promouvoir la constitution de communautés accessibles et capables de résister aux effets des catastrophes et la mise en place d'une planification préalable en prévision des catastrophes qui intègre les personnes handicapées. De plus, il faut faire davantage connaître tant la Convention que le Cadre d'action de Biwako dans la sous-région de l'Asie septentrionale et centrale.

83. Le Cadre d'action de Biwako reflète le modèle actuellement suivi au niveau mondial en matière de handicap: une approche fondée sur les droits et un développement intégrant les personnes handicapées. C'est en veillant à son application rigoureuse que l'on pourra édifier une société véritablement intégrée, libre d'obstacles et respectueuse des droits de chacun.

- - - - -